Droits à l'égalité

Je rappelle aux députés que dans la Gendarmerie royale où les agents doivent constamment affronter le danger ou les voies de faits perpétrés par des délinquants, aucune distinction de ce genre n'existe entre femmes et hommes. Les femmes gendarmes jouent le même rôle que les hommes et courent donc les mêmes dangers que les hommes dans la GRC. Cela vaut aussi pour les femmes qui font partie des forces policières provinciales et municipales de tout le pays. Je rappelle aux députés qu'il n'y a pas de zone exempte d'armes nucléaires au Canada où les femmes pourraient être à l'abri d'une bombe nucléaire. Par conséquent, pour ce qui est des risques de blessure par suite de combats violents en temps de paix, les femmes ne sont pas plus vulnérables que les hommes, militaires et civils, au Canada.

Il me semble ici que le gouvernement adopte en l'occurrence les préjugés des membres des Forces armées. On a comparé cette affaire à la résistance qu'a suscitée au sein des Forces armées américaines, et peut-être aussi au sein des nôtres, l'intégration militaire des Noirs durant et après la Seconde Guerre mondiale. Cela a été difficile. Il peut se révéler difficile aujourd'hui d'intégrer les femmes dans certains secteurs des Forces armées. Néanmoins, leur succès dans les Forces armées et le fait que la proportion de femmes dans les Forces armées canadiennes est relativement élevée par rapport aux Forces armées d'autres pays prouvent que le Canada est à l'avant-garde. Pourquoi donc cesser d'être à l'avant-garde lorsqu'il s'agit d'accorder le droit à l'égalité aux femmes membres des Forces armées canadiennes?

● (1750)

J'estime que la résolution présentée par mon ami, le député de Burnaby (M. Robinson), est ferme et positive. Elle a déjà l'appui de députés de tous les partis qui ont examiné attentivement cette question. Je demande à tous les partis d'appuyer cette résolution et de faire qu'elle devienne la politique officielle de la Chambre et du Parlement du Canada.

M. David Daubney (Ottawa-Ouest): Monsieur le Président, je suis heureux de participer au débat sur la motion du député du Burnaby (M. Robinson), mon collègue du comité permanent de la justice et du solliciteur général. Je suis aussi heureux de parler en tant que membre de l'ancien comité permanent des affaires extérieures et de la défense nationale. Au cours des audiences que nous avons tenues dans tout le pays l'automne dernier, où nous avons traversé le pays d'un bout à l'autre, nous avons eu non seulement l'occasion d'entendre des témoins parler de la question dont le comité était saisi, mais aussi de visiter un certain nombre de bases militaires au Canada ainsi que des bases du NORAD aux États-Unis. A l'occasion, dans le cadre d'échanges officieux avec les militaires de ces bases, j'ai demandé aux membres masculins et féminins des Forces armées ce qu'ils pensaient de l'emploi des femmes dans les forces combattantes. Franchement, j'ai été surpris par l'unanimité avec laquelle ils se sont opposé vivement à tout changement de la situation actuelle.

Par conséquent, je crois qu'il est très important, en étudiant cette motion, que les députés examinent l'histoire ainsi que la situation actuelle des femmes dans les forces combattantes, dans d'autres pays.

Les seuls cas où, à notre époque des femmes ont été employées au combat dans une guerre, c'est dans la résistance en Union soviétique et en Yougoslavie, durant la Seconde Guerre mondiale, ainsi qu'en Israël à la fin des années 40. Dans ces trois cas, il s'agissait de défendre le pays. La patrie était envahie et il manquait de monde pour faire face à l'ennemi.

En Israël en 1948, les femmes furent retirées du combat après seulement trois semaines. A la fin des hostilités, les autres pays retirèrent leurs femmes du combat sans explication et la même situation prévaut encore aujourd'hui.

[Français]

Aujourd'hui, en Union soviétique, on estime que les femmes constituent moins de .5 p. 100 des forces armées, toutes dans des rôles de non-combattantes.

[Traduction]

Les forces armées du monde entier, sans exception ou presque, n'emploient pas de femmes dans les forces combattantes. La Belgique, la Hollande et la Norvège sont les trois seuls pays du monde connus pour favoriser l'utilisation illimitée des femmes dans leurs forces armées. Il est cependant intéressant de savoir que le pourcentage de femmes employées dans les forces armées de ces trois pays s'élève respectivement à 3.8, 1.4 et 1.2 p. 100. Ces pays maintiennent leurs forces armées grâce au service militaire obligatoire, mais paradoxalement, la conscription ne s'applique qu'aux hommes. En juin 1985, dans ces trois pays, on ne comptait que 18 à 30 femmes employées dans ce que les Forces armées canadiennes qualifieraient de postes de combat. Environ 65 autres femmes servaient dans les unités combattantes, mais dans des professions non combattantes, comme celles de radaristes dans des unités d'artillerie.

Il se fait actuellement des études dans notre pays afin de déterminer les normes de rendement au sein de chaque profession militaires. Ces expériences, et les données provenant d'autres forces armées, révèlent qu'environ 90 p. 100 des requérants de sexe masculin satisfont aux exigences physiques les plus rigoureuses pour les activités de combat, mais que seulement 2 p. 100 environ des requérantes y satisfont du point de vue physique. Si les femmes étaient obligées de servir dans tous les domaines des Forces armées, il faudrait imposer des normes de sélection physiques à tous les membres des deux sexes, étant donné que les hommes et les femmes devraient s'acquitter de toutes les tâches militaires, y compris celles qui sont physiquement exténuantes. Bien que les critères de sélection physiques uniformes pour les deux sexes donneraient un plus vaste champ d'action aux femmes qui y satisferaient, ils auraient sûrement pour effet d'interdire une carrière militaire à la majorité des femmes canadiennes.